



Liberté - Égalité - Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFET DE LA COTE D'OR

Direction des Collectivités Locales et des Elections  
Bureau des Elections et de la Réglementation  
53 rue de la Préfecture  
21041 DIJON Cedex  
03 80 68 31 00

Le numéro

W212000476 est à

rappeler dans toute

correspondance

### Récépissé de Déclaration de MODIFICATION

de l'association n° W212000476

Ancienne référence

de l'association :

0300376

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

### LE DIRECTEUR

donne récépissé à Monsieur le Président

d'une déclaration en date du : **06 août 2024**

faisant connaître le(s) changement(s) suivant(s) :

### DIRIGEANTS

dans l'association dont le titre est :

### FORESTIERS DU MONDE

dont le siège social est situé : 42 B avenue Victor Hugo  
21000 Dijon

Décision(s) prise(s) le(s) : **06 juillet 2024**

Pièces fournies : liste des dirigeants  
Procès-verbal

Dijon, le 03 septembre 2024

Le Directeur



JEAN-LUC MILANI

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5,6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

#### NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.